

Questions orales

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): J'ai très simplement dit au député, madame le Président, que le projet Alsands serait en fait très utile et que nous ferions tout en notre pouvoir pour en assurer le démarrage. Toutefois, il y a une limite à ce que l'on peut exiger du contribuable. On ne peut puiser indéfiniment à même les deniers publics. Notre collègue a certainement la sagacité nécessaire pour s'en rendre compte.

* * *

● (1450)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'ABSENCE DES HAUTS COMMISSARIATS SUR L'AFFICHE
COMMÉMORATIVE DU JOUR DU COMMONWEALTH**

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, je voudrais interroger le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à propos de l'affiche commémorative du jour du Commonwealth, diffusée pour la deuxième année d'affilée par ses services. Je me demande si les hauts commissariats . . .

Des voix: Règlement!

M. Clarke: . . . du Canada sont éliminés . . .

Mme le Président: A l'ordre. Le député sait qu'il lui est interdit d'étaler des affiches à la Chambre.

M. Clarke: Je suis navré, madame le Président, mais je tenais simplement à m'assurer que le ministre sait de quoi je parle. Je voudrais savoir si son ministère prévoit vraiment rompre ses relations avec les pays du Commonwealth ou encore si ce n'est pas déjà un fait accompli? Pourquoi sur cette affiche remplace-t-on «hauts commissariats» par «ambassades», désignation qu'on réserve habituellement à nos délégations auprès des pays non membres du Commonwealth?

M. Baker (Nepean-Carleton): Ils auraient besoin d'un nouveau graphiste en face.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, n'ayant pas vu ce que le député a entre les mains, je ne suis pas en mesure de répondre à sa question, mais je dirai que c'est notre premier ministre qui a eu l'idée, il y a quelques années, du jour du Commonwealth. Cette idée a été adoptée dans tous les pays membres du Commonwealth et nous sommes très honorés de célébrer ce jour au Canada étant donné notre très forte adhésion à l'idéal du Commonwealth.

Des voix: Bravo!

M. Clarke: Madame le Président, je suis scandalisé par le fait que le ministre n'ait pas connaissance de l'affiche qui paraît pour au moins la deuxième fois et rappelle le jour même dont il parle, et à l'occasion duquel nous célébrons les liens du Canada avec les pays du Commonwealth. Je lui conseille de bien l'examiner et de veiller à y faire apporter les corrections qui s'imposent pour l'année prochaine.

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**LE CONTENU CANADIEN DANS LES VOITURES ET LES CAMIONS
DE FABRICATION JAPONAISE**

M. Derek Blackburn (Brant): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné qu'environ 18,000 travailleurs ont été mis à pied dans l'industrie canadienne des pièces d'automobile et étant donné que le Canada a enregistré l'année dernière un déficit net de sa balance commerciale de 4.35 milliards de dollars, le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi au juste il refuse de porter à 85 p. 100 la proportion des pièces canadiennes entrant dans la fabrication des voitures et des camions japonais vendus ici au Canada?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, nous avons fait de l'augmentation de ce contenu canadien un objectif très important de notre stratégie industrielle et des politiques de notre gouvernement.

Nous avons pris un certain nombre de mesures afin de réaliser cet objectif, par exemple notre entente avec la société Volkswagen. Nos ententes portant remise de droits de douane conclues avec un certain nombre de sociétés exportatrices d'automobiles en constituent un autre exemple. Quant à l'augmentation du contenu canadien en pièces entrant dans la fabrication de véhicules, il s'agit d'une revendication que nous avons défendue avec beaucoup de vigueur dans nos négociations avec les Japonais en particulier, et nous continuerons de le faire.

Une voix: Un record fracassé.

LES NÉGOCIATIONS AVEC LE JAPON

M. Derek Blackburn (Brant): Madame le Président, sauf erreur, les mots clés dans la réponse du ministre sont «avec beaucoup de vigueur». Ma question supplémentaire s'adressera donc au ministre d'État (Commerce international). Le ministre peut-il donner l'assurance à l'industrie canadienne des pièces d'automobile et à ses travailleurs que lors des négociations avec le Japon dans une quinzaine le Canada insistera pour obtenir un contenu canadien beaucoup plus élevé dans les automobiles et camions japonais, soit jusqu'à concurrence de 85 p. 100 avec le temps, étant donné que cette industrie emploie une main-d'œuvre considérable et ne fait pas partie de celles qui dépendent de projets majeurs à base de ressources qui sont vraiment une cause de problèmes de structure fondamentale dans notre économie?

Une voix: Dites oui, Ed.

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, le député le sait: en réponse à l'un de ses collègues la semaine dernière, j'ai dit que nous proposerions une formule de contenu lors de nos négociations avec les Japonais. A mon avis, je ne servais les intérêts ni de l'industrie ni des travailleurs canadiens en discutant ces négociations à la Chambre à l'heure actuelle.